



Crise systémique globale 2015 - Les dynamiques d'avenir éloignent l'Europe des logiques de guerre du camp occidental

Par [GEAB](#)

Mondialisation.ca, 17 novembre 2014

[GEAB N°89](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Depuis 2006, le GEAB analyse l'évolution et anticipe les étapes à venir de ce que nos équipes appellent depuis le début une « crise systémique globale ». Le fait que nous soyons bien en « crise » depuis 2008 ne fait plus doute pour personne. Que cette « crise » soit « globale » est également communément admis. Mais le monde a-t-il bien pris la mesure de la dimension « systémique » de cette crise ?

La partie visible de ce changement de système sur lequel tout le monde s'accorde désormais, c'est l'apparition de nouveaux très gros acteurs internationaux remettant en question l'ordre mondial instauré par les États-Unis d'Amérique lors de l'effondrement du bloc soviétique.

C'est ainsi que dans le GEAB, nous parlons depuis longtemps de cette tendance lourde de multipolarisation du monde imposant de réformer les instances internationales existantes ou/et, en cas d'échec sur ce point, d'inventer une nouvelle gouvernance mondiale (un processus d'invention dans lequel nous estimons que l'Europe avait un rôle historique à jouer compte tenu de son expérience unique d'intégration d'entités étatiques de tailles et de natures différentes).

Mais il est une autre tendance lourde dont chacun admettra le caractère profondément restructurant, c'est l'internet qui, au-delà de sa contribution à la facilitation des échanges commerciaux et à la globalisation des économies, connecte de facto en un corps social organique la totalité de l'humanité grâce à un « système » en réseau profondément différent des systèmes pyramidaux hérités du XIXe siècle qui fondent pourtant officiellement toujours nos « systèmes » socio-politico-institutionnels nationaux, inter-nationaux et supra-nationaux [1].

Ces deux grandes tendances combinées aident à se faire une idée de ce à quoi ressemblera le monde de demain : un corps social global en réseau largement auto-organisé et dont il reste à inventer le modèle institutionnel-politique de gouvernance. On devine à cet énoncé de la problématique à laquelle le monde est confronté que ce modèle consistera en petites structures plates de coordination politique [dont la légitimité démocratique reste à inventer] intégrées aux réseaux humains relevant de leur compétence administrative [2].

Mais avant que ce système ne soit officialisé, toute la difficulté consiste à intégrer à ces dynamiques d'avenir l'ancien système pyramidal... ou à s'en débarrasser.

Notre équipe estime que c'est à ce combat que le monde assiste actuellement :

- logiques d'empire vs combinaison d'entités politiques indépendantes entre elles,
- démocratie représentative vs participation citoyenne directe organisée,
- pyramides vs réseaux,
- colonisation militarisée vs commerce globalisé et régulé,
- systèmes nationaux vs systèmes post-nationaux,
- pétrole vs énergies renouvelables,
- économie lourde vs économie numérique,
- banques vs flux financiers,
- emploi vs activité professionnelle en ligne,
- institutions ONU vs club BRICS,
- etc.

Les acteurs du monde d'avant, en raison surtout d'une totale incompréhension des ressorts caractéristiques de la société de demain, ont actuellement recours à tous les outils classiques de la domination (finance, armée, religion ou idéologie) pour bloquer l'évolution « naturelle » du monde. Ce combat est voué à l'échec, c'est une certitude, mais selon la vitesse à laquelle ces acteurs se fondront au nouveau mode d'organisation, les dégâts infligés à l'humanité peuvent être considérables.

C'est dans ce paysage de transformation systémique du monde que notre équipe a souhaité planter son habituelle analyse de l'actualité récente : influence de la Chine et des BRICS sur l'actualité économique et géopolitique, fin de l'enlisement euro-russe au milieu de l'arsenal ukrainien, crise cardiaque des États-nations en Europe, espoir de résurrection par le niveau européen.

La globalisation à la chinoise reprend son cours

Le mois dernier nous analysions que le monde devenait chinois. Ce mois-ci un certain nombre d'événements internationaux nous montrent ce que ce fait change en matière de gouvernance mondiale :

- pour la première fois, les États-Unis d'Amérique acceptent de réduire leurs émissions de carbone de 28% à l'horizon 2025 dans le cadre d'un accord usamericano-chinois sur le réchauffement climatique [3]. On note dans cet accord qu'il est en réalité beaucoup plus contraignant pour les Usaméricains que pour les Chinois qui ne s'engagent qu'à renverser l'augmentation de leurs émissions en 2030 ! Même s'il est probable que le Congrès refuse de voter une telle orientation stratégique, cet accord constitue le premier du genre où une négociation bilatérale impliquant les États-Unis d'Amérique se signe à l'avantage de l'autre. Cet accord intègre en outre un principe de réalité : les Chinois émettent 7 tonnes de CO2 par an et par personne tandis que les Usaméricains en émettent 16. Depuis longtemps, tout le monde sait que c'est aux États-Unis d'Amérique de fournir un vrai effort ; mais depuis longtemps les États-Unis d'Amérique préfèrent mettre en avant les chiffres d'émissions cumulés pour la Chine entière dans le but réel d'utiliser l'agenda environnemental pour faire pression contre le développement de la Chine et l'explosion de sa consommation de pétrole (risquant de tirer les prix trop haut).
- la semaine dernière, le sommet de l'APEC qui s'est tenu à Pékin les 8-10

novembre marque des avancées considérables dans tous les domaines et le rôle leader de la Chine dans ces dynamiques [4] : l'accord environnemental US-Chine dont on vient de parler, mais aussi la libéralisation du commerce tous azimuts avec des accords en matière de visas, change, sécurité, environnement et commerce entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, un traité de libre-échange entre la Chine et la Corée du Sud (pourtant un allié stratégique du fameux « pivot » US en Asie), des éléments d'apaisement dans les disputes territoriales entre la Chine et différents pays d'Asie du Sud Est (Philippines, Japon, Vietnam) au nombre desquels la bonne volonté d'Abe Shinzo à calmer le jeu. De facto, l'agenda de globalisation reprend son cours, emmené cette fois par la Chine, ce qui change tout.

- en marge de ce Sommet APEC, la Chine et le Canada cette fois s'engagent sur 2,5 milliards de dollars de contrats et sur des échanges en yuan. Si le mois dernier l'Europe et la Russie ont fait l'objet du même type d'opération de séduction de la part de la Chine, c'était donc au tour de l'Amérique du Nord ce mois-ci... à cette différence que les Chinois n'ont pas eu besoin d'aller à eux ; c'est eux qui se sont déplacés.
- même le Sommet ASEAN des 9-13 novembre en Birmanie, terrain miné pour les Chinois compte tenu de l'importance donnée aux disputes territoriales dans la relation Chine-ASEAN, permet d'acter d'importants axes de résolution, à commencer par la reconnaissance de la légitimité des Chinois à réclamer un règlement bilatéral de ces disputes [5], un traité d'Amitié Chine-ASEAN, le tout consacré par un prêt de 20 milliards de dollars de la part de la Chine...
- le Sommet du G20 des 15-16 novembre à Brisbane en Australie a pour défi affiché de parvenir à initier enfin une réforme des organisations internationales en guise de preuve de son utilité. Le G20, en tant qu'enceinte représentative du monde du XXI^e siècle, ne survivra pas à un échec sur ce point. Par cet ultimatum bien légitime, les BRICS prennent donc le contrôle de l'agenda du G20 qui se voit entraîné dans une recherche de solution au blocage par le Congrès des États-Unis d'Amérique de la réforme du FMI en particulier (devant consacrer le rôle accru des pays émergents et le doublement de son capital [6]). La méthode pour résoudre le blocage est même prévue : un découpage habile des objectifs de réforme au lieu d'un projet de réforme en bloc permettra de passer par des votes à la majorité et de contourner le droit de veto US. L'enjeu est là, ainsi que les solutions ; gageons que même le G20 est susceptible de produire enfin des résultats sous gouverne BRICS en cette fin 2014.
- côté OMC, il y a cette victoire retentissante de l'Inde qui parvient à imposer ses vues dans la négociation des accords de Bali. Sans qu'il y ait même eu besoin de réécrire l'accord, l'Inde voit ses conditions de non-remise en cause de son programme de sécurité alimentaire acceptées et peut signer l'accord. Il faut dire que l'OMC jouait dans cet accord sa survie [7].
- concernant l'Iran, les Russes et les Chinois, ainsi que les Allemands, pèsent lourd dans la négociation pour obtenir un accord le 24 novembre permettant enfin de débloquer la situation, lever les sanctions, et permettre à l'Iran de faire son

entrée sur la scène internationale... et de pouvoir jouer le rôle qui lui incombe dans la pacification du Moyen-Orient. Nous anticipons que, malgré les difficultés [8], un accord sera bel et bien trouvé le 24 novembre.

Tout cela en un mois seulement ! Le monde semble redémarrer, emmené par les dynamiques des émergents. Il est multipolaire, pacifique, ouvert, et l'Occident y a toute sa place aussi.

[GEAB N°89](#).

Paris, 15 novembre 2014

Notes

[1] On constate dans cette terminologie que l'État-nation constitue toujours l'ultime point de repère institutionnel-politique.

[2] En guise d'exemple, le secrétariat de coordination des politiques de la Communauté des Européens (CE) pourrait consister en une petite entité décentralisée (composée d'une poignée d'individus, qui n'ont même pas besoin d'être réunis en un lieu commun) travaillant en réseau à coordonner la mise en œuvre des actions décidées dans le cadre d'un système légitime de prise de décision (notre but ici est de montrer à quel point le système de 2030 sera différent de l'actuel, pas de donner une image de ce qu'il sera exactement).

[3] Source : [EUObserver](#), 12/11/2014

[4] Cet article de [The Economist](#) qui va tout à fait dans notre sens, vaut la peine d'être lu.

[5] Scellant l'interventionnisme US (notamment) en la matière. Source : [Reuters](#), 13/11/2014

[6] Source : [China Post](#), 09/11/2014

[7] Source : [Deccan Chronicle](#), 14/11/2014

[8] Le numéro de septembre du GEAB en particulier a fourni une analyse détaillée de l'importance qu'il y a à intégrer l'Iran à la stratégie de paix au Moyen-Orient.

La source originale de cet article est [GEAB N°89](#)

Copyright © [GEAB](#), [GEAB N°89](#), 2014

Articles Par : [GEAB](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca